

Pour détecter les consommations de drogue au sein des cabinets, Sébastien Lecornu ordonne des « dépistages inopinés et obligatoires »

Les ministres devront être passés sous la forme de tests salivaires auprès des membres de leurs cabinets et de certains députés à partir du 16 juin.

Le Monde
Publié le 17 juin 2026 à 10h00

[Lire plus tard](#)



Nous sommes toutes et tous concernés. Vous, vos proches !

Qu'il s'agisse d'alcool, de produits psychoactifs ou de détournement de médicaments, les consommations traversent **tous** les milieux sociaux. Elles ne connaissent pas de frontières et n'épargnent aucun milieu, **y compris les espaces de pouvoir.**

Stress, épuisement, recherche de plaisir ou apaisement : les trajectoires de consommation sont complexes et peuvent, pour chacun·e, devenir problématiques.

Face à cette réalité, le déni et la stigmatisation ne sont plus des options.



Le député LFI arrêté mi-octobre a été nommé "la cocaine du parlement" ce **jeudi 6 février 2025**, lors de travaux parlementaires. Ses propos ont été relayés par les médias, ce qui a créé une réalité "extrêmement vraie".

En cas d'un ancien député arrêté en janvier 2024 et qui a été élu à l'Assemblée" et le rythme de l'addiction.

Après avoir, avant elle, le cas de la ministre des Révolutions de la Médecine : conscience, "alors que ce cas a été par franceinfo qui dit que l'Assemblée, une nuit : "Je

L'abus en tout"

Plusieurs affaires récentes montrent certains stupéfiants comme la cocaïne en France. Dernier exemple en date : l'achat de 3MMC, une drogue

"**Tout métier qui est susceptible de devenir un terrain très favorable à la psychiatrie et addictologie.**"

"Du coca au café jusqu'au..."

D'un côté, un marathon de commissions, questions au parlement, pression d'une circonscription locale... Le mandat de député

"Si vous voulez tenir un rythme, vous pouvez aller du Coca ou du café aux camps politiques", avance

"Moi, je fume presque quotidiennement, ça m'explose", affirme le député

"Vous pouvez facilement vriller": entre alcool et drogues, l'Assemblée pas épargnée par les addictions

Publié le 24/11/2024 à 06h33

Sébastien Lecornu a ordonné aux ministres de son gouvernement des « dépistages inopinés et obligatoires » pour détecter la consommation de stupéfiants au sein de l'Etat, dans une lettre envoyée dans la soirée du mardi 16 juin, citée par *Le Monde* a pu consulter.

des dépistages des ministres nommés en gouvernement,

des d'emplois dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention, puis rendre compte de la circulaire.

le marché

politics, « y compris au-delà de leur vulnérabilité face à des pressions », justifie le

est pas épargné par l'addiction toujours importante de la ministre insoumise Andy Kerber, fin octobre.

ministres décalés, de forte personnalité Amine Benyamini, ministre de la Santé.

semaine à Paris, entre révolutions de nuit. De l'autre côté, des élus mécontents et les vicissitudes particulières.

longtemps, vous consommez des stupéfiants. C'est une évidence pour Bernard Jomier.

Assemblée et ma cons

« Vous pouvez facilement vriller » : une enquête sur la consommation de drogues en Assemblée nationale

Le député LFI arrêté mi-octobre à Paris alors qu'il achetait de la cocaïne unique, révèle une enquête édifiante de nos confrères de

Réservé aux abonnés

« J'ai perdu en espérance de vie » : alcool, drogue... dans la classe politique, des excès qui inquiètent

ENQUÊTE - So
admettent avo

Des députés craign

Par Wally Borda

Le 2 avril 2026 à 2

Ajouter Le
à vos sour

Assemblée natio

Le soin plutôt que la punition : l'urgence de la Réduction des Risques

La réduction des risques n'est pas une alternative secondaire, c'est un droit fondamental à la santé. Choisir la RdR, c'est garantir concrètement :



L'accès universel aux droits et aux soins : Sortir de la marginalisation.



L'information claire et objective : Outiller les citoyen·ne·s face aux risques, sans jugement.



L'autosupport et l'entraide : Valoriser l'expertise des personnes concernées.



Le matériel adapté et sécurisé : Protéger la santé publique sur le terrain.



L'orientation digne : Accompagner sans contraindre.

priorité natio
témoignages
et collaborat
stupéfiants, r
travail et la p

"Le rythme de pris
Le mardi, ça allait,
le jeudi, il était ex
bien connu cet an
stupéfiant très ad
bancs de l'Assem
plus tenable, pour
disait : "Il est roug
eu la preuve que l
même s'il précise

L'affaire est parve
2024 et l'élu a été
tout de suite dit :
comme ça, racont
a proposé un parc
"les nuits à l'Asser
autres facteurs, co

L'IND

Accueil >

"L'alcool coule à flots" et certains sniffent de la cocaïne
"dans leur bureau" : les pratiques des députés à
l'Assemblée Nationale pointées du doigt

Alors que la lutte contre le
priorité nationale par le gc
témoignages corroborent
et collaborateurs consomr
stupéfiants, notamment p

dy Kerbrat - ce député LFI arrêté mi-octobre à Paris stupéfiant surnommé "la cocaïne du pauvre" n'est qu'une enquête publiée ce jeudi 6 février 2025, nos confrères députés et collaborateurs parlementaires qui consomment plus nombreux qu'on ne le pense même si le phénomène est identifiable et la réalité "extrêmement taboue".

Franceinfo cite le cas d'un ancien député qui a été condamné pour consommation de cocaïne. On connaît les faits, mais pas les détails des tra

ques (RdR)

De nouvelles révélations dénoncent pratiques et addictions au Palais Bourbon.

Drogue et alcool chez les parlementaires, le retour.

Ces dernières années, les médias français ont multiplié les révélations sur le sujet. À la volée, on peut citer quelques affaires marquantes : comme la consommation de cocaïne de l'ancien député Renaud Lemaire.

➡ **Nous vous demandons de choisir le soin plutôt que la répression.** La riposte sécuritaire a échoué ; seule une politique publique courageuse, axée sur la santé et la réduction des risques, permettra de protéger efficacement notre société.

➡ **Une première mesure qui irait dans ce sens et montrerait de manière claire l'engagement de tous et toutes pour une politique pragmatique fondée sur des données probantes serait la pérennisation des Haltes Soins Addiction et l'ouverture prochaine de nouvelles salles dans plusieurs villes en France.**

Si vous soutenez la Réduction des Risques, prenez-vous en photo au Parlement avec l'auto-collant joint à l'envoi et envoyez-la nous. Pour montrer votre soutien, vous pouvez également la poster sur vos réseaux sociaux avec le **#supportdontpunish**



Contre le narcotrafic est érigée en ar le gouvernement, plusieurs borent le fait que certains députés consommation des produits ment pour faire face à la charae de

enquête franceinfo

"La coke fait tenir" : à l'Assemblée nationale, "le tabou" de la consommation de drogue

lire plus tard

1011 commentaires

partager

Ruth Dreifuss, ancienne présidente de la Confédération Suisse et co-fondatrice de la Commission Globale sur les Politiques Drogues

« La consommation de substances psychoactives place toujours l'utilisateur dans une recherche d'équilibre entre bénéfices et risques : d'une part, le plaisir, la réponse au mal-être ou à une maladie physique ou psychologique ou encore la capacité de devoir faire face aux exigences de performance, d'autre part, le risque de développer une dépendance, celui d'une intoxication ou de comportements dangereux pour soi-même ou autrui, voire, selon le mode de consommation, le danger de transmission de maladies infectieuses. Ces dommages, menaçant l'individu comme la société, interpellent au premier chef la politique de santé, la prévention primaire et secondaire, le traitement et la réduction des risques encourus.

Les mesures à prendre se révèlent déjà difficiles lorsque les substances sont légales, comme l'alcool, le tabac ou certains médicaments. Mais la criminalisation et la stigmatisation des personnes qui consomment des produits interdits rendent les obstacles quasiment infranchissables : comment créer une relation thérapeutique dans un climat de répression ? Comment éviter les contaminations si la possession de seringues est déjà retenue comme preuve d'un délit ? Comment éviter les intoxications létales lorsque la consommation se fait de façon clandestine et que les antidotes ne sont pas largement accessibles ? Et comment traiter une maladie chronique, la dépendance, en imposant un objectif inatteignable pour nombre de personnes qu'est l'abstinence ?

Quarante années d'expérience ont démontré que les messages de prévention ne sont audibles que s'ils reposent sur des faits avérés, que les offres de services de réduction des risques sont efficaces tant pour la santé des personnes qui consomment que pour la société, que les locaux de consommation supervisée sauvent des vies et améliorent la sécurité des quartiers, que les traitements de maintenance permettent une vie équilibrée aux personnes dépendantes. »



Nous contacter : celine.debaulieu@medecinsdumonde.net



Si vous n'avez pas de matériel de réduction des risques, ce flyer peut vous aider : il peut se découper pour se transformer en «roule ta paille».

Pourquoi c'est vital ? Partager son matériel de sniff (paille, billet) transmet des virus graves comme l'Hépatite C. En vous adressant ce flyer pré-découpé, nous faisons de l'information un outil direct de réduction des risques. Un geste simple pour protéger sa santé et celle des autres.